



Octobre 2020

50 ans après la crise d'octobre, le peuple Québécois se découvre aussi raciste que ceux qui les ont méprisés pendant deux siècles. La mort de Joyce Echaquan révèle le profond malaise d'une hiérarchisation sociale construite sur les préjugés et l'esprit de domination. Derrière cette barricade de généralisations abusives, se trouve la sépulture de l'empathie et de la solidarité humaine, et au final de notre grandeur et dignité comme nation. L'argent étant devenu notre principal critère, si tous les autochtones étaient millionnaires, nous les regarderions autrement. Les propos indignes proférés contre Joyce Echaquan sont révélateurs d'une mentalité qui se répand plus vite que le coronavirus. Le racisme et les suprématistes blancs existent au Canada, en Australie, en Europe, au Japon, et même en Amérique latine, pas seulement aux États-Unis. Cette gangrène de l'esprit humain croit que les uns sont supérieurs aux autres parce qu'ils appartiennent à un groupe majoritaire, belliqueux et colonisateur. Par la force, ces derniers ont su imposer leur rationalité aux autres peuples

comme unique et seule façon de construire la vie en société. Cette même mentalité refuse de se remettre en cause et nous mène à l'anéantissement global. Racisme, guerres et destruction de l'environnement sont enlacés inextricablement.

Pourtant, les premiers peuples des Amériques, d'Asie, d'Afrique et d'Océanie, nous ont averti depuis longtemps. Ils savaient vivre en harmonie avec la nature d'une manière très frugale qui permettait le maintien des équilibres écologiques. Dans leurs valeurs et leurs croyances, ils affirment toujours que la nature n'est pas un objet, mais un sujet que nous devons impérativement respecter.

Avec le coronavirus, un sursaut salutaire de la nature, la croissance effrénée de tous nos désirs narcissiques est mise au pas. L'humanité prométhéenne qui voit son salut dans une technologie toujours plus énergivore, se voit frustrer dans ses ambitions. Or, un grand nombre de civilisations ont péri avant la nôtre. Souhaitons, ne serait que pour les humains à naître, ne pas appartenir à la dernière.

La pandémie actuelle pourrait durer 5 ou 10 ans et ses plus grands dommages seront

économiques. En nous dissociant les un des autres, elle rend les guerres et le tourisme de masse impraticables, force un retour à l'économie locale, reconstruit l'urbanisme des mégapoles qui avec leurs grandes tours deviennent des foyers d'infection. Le coronavirus s'en prend à tous nos excès. Difficile de ne pas y reconnaître la métaphore d'une mère-nature consciente qui rétablit l'ordre dans la maison commune (éco-logis) avant de se laisser assassiner par ses propres enfants. Gaïa, c'est démontré scientifiquement, ne forme qu'un seul et unique méga-système voué au maintien de l'équilibre et au développement de la vie. Si nous sommes en guerre contre elle, nous périrons tous, à l'exception peut-être des civilisations qui ont plus de 100 000 ans et qui perdurent au cœur des régions les plus inhospitalières de la planète.

Yves Carrier

DANS CETTE ÉDITION

Spiritualité et citoyenneté	2-3
BAPE sur GNL	3-5
Aide d'urgence	6-7
Au ciel, au ciel, au ciel	8-9
Coronavirus	10-11
Le Brésil brûle	12-13
Chili, nouvelle constitution	14-15
Calendrier	16

Joyeux anniversaires !

Jacques grenier, 2 octobre / Judy Miller, 12 octobre
Guy Boulanger, 10 octobre / Jonathan Lacasse, 18 octobre
Jacques Archibald, 19 octobre / Winnie Frohn, 20 octobre



SPIRITUALITÉ et CITOYENNETÉ

par Robert Lapointe

L'IDENTITÉ À TRAVERS LES DIFFÉRENTS NIVEAUX DE CONSCIENCE.

La question identitaire sert fréquemment à détourner les gens des vraies priorités, à savoir vivre selon les valeurs spirituelles et humaines encadrant les valeurs citoyennes. Bien sûr, il peut y avoir conflit entre les valeurs elles-mêmes et avec les différents intérêts de nombreux protagonistes. D'où l'importance de la conscience et de la nécessité d'évoluer à travers ses différents niveaux. Ce sont la droite et surtout l'extrême-droite qui ramènent la question identitaire et s'en vantent, comme l'a souligné un idéologue du Front national en France. Négliger la question identitaire est souvent une grave erreur de la gauche et du centre. C'est surtout montrer un certain mépris à l'égard de niveaux de conscience qui constituent la base de la personnalité et de l'identité de chacun d'entre nous. Quels sont-ils ces différents niveaux?

La conscience individuelle est le niveau de base constitutif de l'identité et de l'identification. Qu'est-ce qui est identique et qu'est-ce qui nous identifie, nous différencie? C'est ce dont nous nous rendons compte dans notre nature comparée à celles des autres. Nous prenons conscience de nous-mêmes par rapport à autrui. Le rapport à soi est premier et primordial. Chacun se considère au centre du monde. Il est vrai pour le petit enfant qu'il a l'impression que tout tourne autour de lui, mais il arrive à comprendre que le monde existe indépendamment de lui. Sa conscience progresse.

La conscience collective pose la question de l'appartenance : à une famille, un clan, un groupe, une communauté, une caste, une classe sociale, une nation, une religion, une culture, voire une orientation sexuelle, etc. L'appartenance permet de mieux nous identifier sur le plan social et diminue la tendance à l'égoïsme. L'affirmation de soi, qui peut dériver en volonté de domination, est contrée par le besoin d'intégration à une communauté sans laquelle nul ne peut vivre. Le danger est de disparaître dans la communauté et d'y demeurer enfermé physiquement et moralement jusqu'à nier son individualité et sa liberté. C'est par le processus de la reconnaissance que se résout le conflit entre l'individu et la société et cela doit se produire à ce niveau. La société reconnaît la valeur, la dignité de chaque personne, est juste à son égard et considère qu'elle a sa place et qu'elle peut être utile à la communauté,

La conscience universelle apparaît lorsque l'on commence à relativiser les questions d'appartenance et d'identité sans les oublier. Je suis citoyen du monde en tant que québécois, mâle, hétéro, agnostique. Je suis aussi un être humain et spirituel. J'appartiens à la nature, à l'univers. Il faut prendre conscience sans rien négliger de tout ce qui dépasse mes appartenances, lesquelles me différencient et m'identifient, me rendent unique. Car il y a danger avec l'universalité quand on oublie ses appartenances. Ou quand un État universaliste tend à les oublier et préfère l'uniformité. Cette opposition se concrétise à travers différentes notions de la citoyenneté : universaliste ou par l'appartenance à une ethnie, un peuple, une religion, une culture, une civilisation. Idéologiquement, notre principal ennemi s'appelle Samuel Huntington, auteur du *Choc des Civilisations*.

SPIRITUALITÉ et CITOYENNETÉ

par Robert Lapointe

La conscience spirituelle (ou divine, comme l'intitule John Martin Sahajananda, moine bénédictin et directeur d'un ashram) permet de résoudre les conflits liés aux différents niveaux de conscience traversés sans les nier évidemment. Ils construisent notre personnalité en enrichissant notre identité, à la fois multiple et unitaire. Nous prenons conscience de ce qui nous humilie en tant qu'être bouffi d'orgueil et de nos appartenances. En définitive, nous appartenons à un mystère indéfinissable que certains appellent divinité.

Ces niveaux de conscience sont décrits dans les *Upanishad*. J'en ai fait une interprétation profane assez libre. Pour le Frère Martin, ces niveaux illustrent la démarche christique de Jésus : Dieu est le chemin, la vérité, la vie. C'est aussi la démarche psychologique du ça au Soi en passant par le sur-moi et le moi.

Robert Lapointe.

BAPE sur GNL/Gazoduq: des informations inquiétantes révélées malgré une piètre performance de la commission du BAPE Communiqué de presse de la Coalition Fjord

Saguenay, le 25 septembre 2020

Les groupes citoyens et les organismes environnementaux qui ont participé cette semaine aux auditions du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) sur le projet GNL/Gazoduq s'inquiètent des informations qui ont été révélées, notamment en ce qui a trait aux impacts du projet sur la lutte aux changements climatiques, la biodiversité et les populations locales. Ils déplorent également la complaisance de la commission envers le promoteur et le manque d'expert.es indépendant.es lors de cette première partie du BAPE.

La vaste majorité des investissements à l'extérieur du Québec

Les informations apprises grâce aux questions des citoyen.nes et des groupes confirment que le projet GNL/Gazoduq n'est pas un projet d'avenir pour la région du Saguenay, ni pour le Québec. « Alors que le promoteur faisait miroiter 9 milliards \$ d'investissements, on apprend finalement que seulement 2,3 milliards \$ seraient investis au Québec durant la construction et moins d'un

milliard durant l'opération ! On ne peut plus parler du plus gros projet d'investissement privé de l'histoire du Québec. La compagnie a caché l'information à la population depuis le début et promis beaucoup plus à la région que ce qu'ils comptent réellement donner», déplore Adrien Guibert-Barthez de la Coalition Fjord.

Un milliard de tonnes des GES sur 25 ans

Questionné sur les différents scénarios de réduction ou d'augmentation potentielle des gaz à effet de serre (GES) à l'échelle mondiale causée par le projet, le promoteur a avoué qu'un scénario possible est l'ajout de 40 millions de tonnes de GES annuellement sur toute la durée de vie du projet, ce qui représente 1 milliard de tonnes de GES sur 25 ans, voire le double sur 50 ans. « Alors que la crise climatique est déjà bien entamée, il est inconcevable que le Québec donne son aval à un projet qui pourrait produire autant de GES que l'ajout de 10 millions de voitures sur les routes, et ce pendant 25 à 50 ans », explique Ashley Torres de la CEVES (Coalition étudiante pour un virage environnemental et sociale).

BAPE sur GNL/Gazoduq: des informations inquiétantes révélées malgré une piètre performance de la commission du BAPE

Des risques pour la population locale et l'eau

Les porte-paroles du promoteur américain ont été questionnés à de nombreuses reprises par des citoyen.nes sur la sécurité en cas d'accident, sans présenter tous les risques, à un point tel que le président de la commission a dû les réprimander et exiger que le *worst-case scenario* soit présenté, à savoir celui où un accident sur un méthanier provoquerait une fuite du gaz méthane liquéfié. «Lors d'un accident, un réservoir de méthanier se viderait en moins de 30 minutes et le gaz méthane se disperserait en seulement 2 à 3h dans l'atmosphère, augmentant drastiquement les GES et affectant la qualité de l'air. Ce gaz pourrait former un nuage d'au moins 2 kilomètres de rayon qui s'embraserait s'il trouvait une source d'ignition, comme un bateau de plaisance à proximité. Même si les calculs de la compagnie minimisent le risque que cette catastrophe arrive, personne ne veut faire partie des statistiques », s'inquiète Adrien Guibert-Barthez de la Coalition Fjord.



En cas d'accident, le manque cruel d'intervenant.es dans la région du Saguenay pouvant répondre à un déversement d'hydrocarbures mettrait aussi en péril

la faune et la flore locales, et plus spécifiquement le Parc marin du Saguenay-Saint-Laurent. «Le déversement d'un seul réservoir de diesel d'un méthanier serait catastrophique et ces 400 passages supplémentaires de bateaux par année sur le fjord menacent la protection de l'eau de la région », affirme Rébecca Pétrin d'Eau Secours.

Aucune preuve que le gaz remplacerait du charbon sur les marchés internationaux

Questionné sur la possibilité d'assurer que les acheteurs utilisent le gaz pour remplacer du charbon, GNL/Gazoduq a avoué qu'aucun contrat n'a été signé. « Le promoteur n'a aucune preuve concrète pour appuyer ses prétentions que son gaz liquéfié remplacerait du charbon à l'international. Aucun contrat n'existe et des clauses pour obliger les acheteurs à délaisser le charbon ne seront pas mises dans les éventuels contrats, s'ils finissent par exister. Le scénario où GNL/Gazoduq permettrait de réduire les GES à travers le monde est de moins en moins crédible, pour ne pas dire complètement farfelu », explique Rodrigue Turgeon de Gazoduq, parlons-en!

Un manque criant d'expert.es indépendant.es

Les citoyen.nes et groupes présents aux audiences dénoncent un processus déficient comportant d'importantes lacunes qui discréditent le processus de consultation réalisé par le BAPE. L'absence d'expert.es indépendant.es du promoteur pour répondre

aux questions soulevées a donné le champ libre à GNL/Gazoduq pour offrir des réponses incomplètes et subjectives.

BAPE sur GNL/Gazoduc: des informations inquiétantes révélées malgré une piètre performance de la commission du BAPE



De nombreux ministères et intervenant.es-clés brillèrent aussi par leur absence pour compléter de manière rigoureuse et scientifique l'analyse du BAPE. « Je n'ai jamais vu une commission du BAPE aussi mal organisée et aussi complaisante envers un promoteur. Le manque d'expertises indépendantes auquel nous avons assisté est totalement déplorable et il n'a donc pas été possible de faire la lumière sur plusieurs aspects importants du projet, incluant ses impacts climatiques dans un contexte d'urgence climatique. Les commissaires devront se ressaisir en vue de la 2e partie du BAPE en octobre », affirme Patrick Bonin de Greenpeace.

« Le comble de l'absurde est survenu lorsque, en l'absence d'expert.es indépendant.es, c'est le promoteur qui a tenté d'expliquer le fonctionnement de l'Accord de Paris aux commissaires alors qu'il n'a ni l'expertise ni la neutralité requise pour le faire », explique Sophie Paradis du Fonds mondial pour la nature (WWF-Canada).

« Les porte-paroles de GNL/Gazoduc sont bien préparés et déterminés. Pour fabriquer le consentement de la population, ils prétendent pouvoir diminuer les émissions de GES dans le monde. Mais ils sont incapables de fournir une seule

garantie. On a plutôt appris que ce projet pourrait rajouter 1000 millions de tonnes de GES. OUI, 1 milliard de tonnes ! À l'heure où la maison brûle, on peut faire un usage beaucoup plus sage et intelligent de notre énergie propre que de la gaspiller au profit d'intérêts étrangers », explique Dominic Champagne du Pacte pour la transition.

Les groupes demandent aux commissaires du BAPE, Messieurs Denis Bergeron et Laurent Pilotto, de prendre acte de leurs doléances et d'agir pour y remédier en vue de la deuxième partie des audiences en octobre. Ces derniers devront faire preuve de moins de complaisance envers le promoteur et rehausser la qualité de leur travail pour la suite de cette consultation du BAPE. Les nombreuses déclarations d'appui de la part de plusieurs membres du gouvernement Legault avant et pendant le BAPE ont aussi été vivement dénoncées. « À la veille du dépôt du plan pour une économie verte, les nombreuses déclarations des ministres et du premier ministre, lui-même, en faveur du projet de GNL, remettent sérieusement en doute la cohérence gouvernementale en la matière. Le Québec mérite mieux comme développement économique que de servir de voie de transit pour le gaz de l'Alberta », explique Marc-André Viau d'Équiterre.

-30-

Pour informations :

Gabriel Marquis

Responsable des communications, Nature Québec

581-307-8613

Gabriel.Marquis@naturequebec.org

1 octobre 2020 Communiqué conjoint

COVID-19: LE GOUVERNEMENT QUÉBÉCOIS DOIT ACCORDER UNE AIDE D'URGENCE AUX PERSONNES ASSISTÉES SOCIALES

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté, la Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN), le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ), le Réseau communautaire en santé mentale (COSME) et la Société québécoise de la déficience intellectuelle (SQDI) unissent leurs voix pour demander au gouvernement québécois de verser une aide financière d'urgence à l'ensemble des personnes assistées sociales.

Des personnes en détresse

Alors que s'amplifie la deuxième vague de la pandémie de COVID-19, avec des régions qui passent en alerte rouge, le Québec est loin d'être sorti de la crise sanitaire et économique. La situation est particulièrement pénible pour les personnes assistées sociales, qui n'ont reçu aucune aide financière du gouvernement québécois et qui doivent toujours composer avec les contraintes du confinement, des dépenses supplémentaires, un accès restreint aux services publics et aux ressources communautaires.

Rappelons que les 345 000 prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours vivent déjà dans des conditions précaires, avec des prestations insuffisantes pour leur permettre de couvrir leurs besoins. Par exemple, les prestations mensuelles de 690 \$ du programme d'Aide sociale permettent aux gens de couvrir à peine 49 % de leurs besoins de base, selon la Mesure du panier de consommation. Il va sans dire que, depuis le début de la crise, leur état de privation et de détresse ne fait qu'empirer.

Une réponse insuffisante du gouvernement du Québec

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Jean Boulet, soutient que son gouvernement a « tout fait pour faciliter la vie des personnes assistées sociales ». Une telle affirmation montre bien que le ministre comprend fort mal leur réalité. Si le financement

supplémentaire accordé à des organismes communautaires et les mesures d'allègement administratif ont pu donner un coup de pouce à certaines personnes, c'est d'une aide financière directe que toutes les personnes assistées sociales ont besoin pour pouvoir faire face aux dépenses supplémentaires et aux multiples imprévus que la crise a entraînés.

Pourquoi ne s'inspirerait-il pas des mesures mises en place par le gouvernement canadien le printemps dernier, comme le versement unique supplémentaire du crédit d'impôt pour la TPS/TVH (290 \$ pour les personnes à faible revenu), le paiement unique pour les personnes âgées (500 \$ si admissibles à la Sécurité de la vieillesse et au Supplément de revenu garanti), le paiement unique aux personnes en situation de handicap (600 \$ si admissibles au crédit d'impôt pour personnes handicapées) ou même la Prestation canadienne d'urgence (2000 \$ par mois pour les travailleuses et travailleurs)?

Les cinq organisations profitent de l'occasion pour demander au gouvernement québécois de réaffirmer son engagement à mettre en œuvre, d'ici le 1^{er} janvier 2023, le programme de revenu de base comme prévu au *Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale*. Le gouvernement devrait aussi s'attaquer à la tâche d'élargir le programme de revenu de base à l'ensemble des prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours. Ce serait un moyen de consolider le filet social et de faire un vrai pas dans la lutte contre la pauvreté au Québec.

À noter que les député.e.s des partis d'opposition Paule Robitaille (Parti libéral du Québec), Sol Zanetti (Québec solidaire) et Harold Lebel (Parti Québécois) ont tenu à rappeler l'importance d'accorder une aide financière d'urgence aux personnes assistées sociales dans le contexte de la crise sanitaire de la COVID-19.

COVID-19: LE GOUVERNEMENT QUÉBÉCOIS DOIT ACCORDER UNE AIDE D'URGENCE AUX PERSONNES ASSISTÉES SOCIALES

Citations :

Collectif pour un Québec sans pauvreté, Serge Petitclerc

« Il est inadmissible que des centaines de milliers de Québécoises et de Québécois n'arrivent pas à couvrir leurs besoins de base au Québec. Quand, en plus, les conditions de vie de ces personnes empirent en raison d'une crise sanitaire sans précédent, il est proprement révoltant de voir le gouvernement québécois se complaire dans l'inaction. La couverture des besoins de base, ce devrait être un minimum. Une aide financière d'urgence, c'est une simple question de décence. »

Front commun des personnes assistées sociales du Québec, Simon Pouliot

« La crise sanitaire met en lumière les inégalités sociales qui étaient déjà connues auparavant. Malgré le fait que le ministre reconnaît les besoins supplémentaires de tous les prestataires d'aide de dernier recours, il n'a pas fourni d'aide directe aux personnes qu'il est censé défendre. Ce que l'on comprend, c'est que le gouvernement considère que les personnes assistées sociales ne méritent pas d'aide, contrairement aux autres personnes dans la société. »

Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN), Véronique Vézina

« Les personnes handicapées se débattent depuis des années contre les programmes qui ne répondent pas à leurs besoins. Depuis trop longtemps, elles paient de leurs poches pour assumer les surcoûts de leurs différences. En temps de COVID, la liste des surcoûts s'allonge : augmentation du panier d'épicerie et de pharmacie, frais supplémentaires pour avoir du

personnel pour leurs soins à domicile ou leurs services de répit, achat d'équipements de protection individuels pour elles, leurs proches aidants et leur personnel, frais de livraison, etc. Nous ne demandons pas la charité, simplement le respect de nos droits fondamentaux et de ceux de nos proches qui se substituent depuis trop longtemps à l'État. Si celui-ci ne peut pas régler le problème de départ, il doit agir rapidement pour s'assurer de compenser ces nouveaux surcoûts. »

Réseau communautaire en santé mentale (COSME), Charles Rice

« La condition de pauvreté a des effets reconnus sur la santé mentale des personnes. Depuis la pandémie, les problèmes de santé mentale sont en hausse et ils continueront de croître durant les mois qui viennent. Le gouvernement québécois doit rapidement verser une aide financière aux personnes assistées sociales s'il veut abaisser l'insécurité et le stress auxquels elles sont très durement exposées. »

Société québécoise de la déficience intellectuelle (SQDI), Anik Larose

« Les personnes présentant une déficience intellectuelle et leur famille ont vécu péniblement la première vague de la COVID-19. Les complexités administratives imposées aux familles, dans un contexte de pandémie, ont rendu toujours plus lourdes les démarches, sans pour autant leur donner un niveau de vie acceptable. Pour la Société, le gouvernement devra aider mieux les personnes et les familles dans le cadre de la deuxième vague. »

Au ciel, au ciel, au ciel

Par Francine Bordeleau

« Ne me tentez pas, Frodon. Je n’ose le prendre, même pour le mettre en sûreté. [...] J’utiliserais cet anneau en souhaitant faire le bien, mais à travers moi, il atteindrait un pouvoir trop grand et trop terrible à imaginer. »

Les fans du *Seigneur des anneaux* se souviennent peut-être de ces paroles pleines de sagesse qu’adresse le magicien Gandalf le Gris à Frodon Sacquet dans le premier volet de la trilogie sortie en salles entre 2001 et 2003. Après avoir hérité de l’anneau unique, le sympathique hobbit constatera vite que l’objet, maléfique et maudit, est un bien lourd fardeau. Fardeau que, animé en cela par une crainte salutaire, il songera à laisser à plus fort que lui.

Quand on aime

On cherchera en vain des personnages réels qui, dans leur rapport au pouvoir, ont su se montrer aussi sages que Gandalf. Même si d’aucuns prétendent « amener le peuple au ciel », comme chantait Robert Charlebois dans « Mon ami Fidel » en 1976, ça ne change rien à l’affaire : une fois aux commandes, le cul bien en selle et les deux mains sur le volant, ils s’incrument et collent.

Sauf erreur, Fidel Castro, qui présida aux destinées de Cuba pendant un demi-siècle, de 1959, année de la révolution, à 2008, détient le record (contemporain) de la longévité politique.

Parmi les inamovibles trépassés, on trouve aussi Kim-Il-sung en Corée du Nord (1948-1994), Enver Hoxha en Albanie (1941-1985), Omar Bongo au Gabon (1967-2009), Mouammar Khadafi en Lybie (1969-2011), Francisco Franco en Espagne (1936-1975),

Gnassingbé Eyadema au Togo (1967-2005), José Eduardo dos Santos en Angola (1979-2017), Josip Broz Tito en Yougoslavie (1945-1980), Robert Mugabe au Zimbabwe (1987-2017), Mohammed Hosni Moubarak en Égypte (1981-2011), Mao Zedong en Chine populaire (1949-1976), Joseph Staline en ex-Union soviétique (1929-1953)...

Ah! Toutes ces années sacrifiées au service public, à l’amélioration du niveau de vie des populations, à l’édification des masses! Mais « Quand on aime, on ne compte pas », comme le veut l’adage.

Alors, sur la foi de cet adage, c’est de l’amour à revendre qui animerait Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, président de la Guinée équatoriale depuis 1979; Paul Biya, président du Cameroun depuis 1982; Yoweri Museveni, président de l’Ouganda depuis 1986; Ali Khamenei, chef de l’État iranien depuis 1989; Idriss Déby, président du Tchad depuis 1990; ou encore Alexandre Loukachenko, président de la Biélorussie depuis 1994.

D’une révolution l’autre

Quand faut y aller, faut y aller, comme on dit. Les Biélorusses sont donc sortis voter le 9 août, en pleine pandémie, et ont reporté Alexandre Loukachenko au pouvoir pour la sixième fois consécutive. Mais depuis, rien ne va plus dans l’ex-république soviétique, aujourd’hui un petit pays indépendant de dix millions d’habitants. Les élections, qui ont donné 80 % des voix au président sortant, étaient apparemment entachées d’irrégularités. Et les nombreuses manifestations qui ont suivi le scrutin ont été réprimées avec brutalité.

Au ciel, au ciel, au ciel

par Francine Bordeleau

Hormis Vladimir Poutine, président du puissant voisin russe, Loukachenko, parfois qualifié en Occident de « dernier dictateur d'Europe », n'a plus guère d'alliés. Il n'est reconnu ni par l'Union européenne (composée de 27 pays), ni par les États-Unis, ni par le Canada.

Se trouvant en mauvaise posture, l'un des bambins mis en scène dans *La guerre des boutons*, joli film réalisé par le cinéaste français Yves Robert en 1962, lançait cette réplique désormais célèbre : « Si j'aurais su, j'aurais pas venu. » Le dirigeant biélorusse en est peut-être rendu à se dire la même chose.

Fin septembre, le Canada, de concert avec le Royaume-Uni, annonçait que des sanctions seraient prises à l'encontre des bonzes du régime. Or en 2016, le premier ministre Justin Trudeau voulait assister aux funérailles de Fidel Castro, lui aussi considéré comme un tyran par une partie de la planète. Le voyage avait toutefois été annulé pour cause de controverse.

Castro, on l'avait vu à Montréal, à l'automne 2000, ému, bouleversé, aux funérailles de Pierre Elliott Trudeau. Les deux hommes étaient des amis de longue date.

Octobre rouge

Premier ministre du Canada de 1968 à 1979 puis de 1980 à 1984, Pierre Elliott Trudeau affiche une longévité politique enviable, supérieure à celle de la première ministre britannique Margaret Thatcher (1979-1990) et comparable à celle de Maurice Le Noblet Duplessis, dont le second mandat dura quinze

ans— jusqu'à sa mort inattendue à Schefferville en 1959.

Trudeau porte l'odieuse de l'application de la Loi sur les mesures de guerre en octobre 1970 au Québec. Pourtant, il a agi à la demande expresse de Robert Bourassa, son homologue québécois. Il était donc utopique de croire qu'en cette année de 50^e anniversaire de la crise d'Octobre, Trudeau fils réponde aux vœux du Parti québécois et présente des excuses pour les arrestations arbitraires, les victimes innocentes, les atteintes aux libertés civiles, etc.

Le Front de libération du Québec (FLQ), le groupuscule par qui tout est arrivé, s'inspirait des luttes de libération nationale menées entre autres en Algérie et à Cuba, et en décembre 1970, cinq felquistes, soit Marc Carbonneau, Jacques Cossette-Trudel, Jacques Lanctôt, Louise Lanctôt et Jacques Langlois, obtenaient de s'envoler pour Cuba en échange de leur otage, le diplomate britannique James Richard Cross.

Ironie du sort, pour cause de COVID-19, Jacques Lanctôt, qui fut le premier éditeur de l'écrivain Dany Laferrière, est aujourd'hui confiné à Cuba, d'où il écrit des blogues pour le *Journal de Montréal*.

« Toutt est dans toutt », comme dirait Raoul Duguay, le chantre de l'Abitibi.

"Un excellent résumé sur le Coronavirus Covid-19" d'un assistant-professeur en maladies infectieuses à l'Université John Hopkins, Baltimore-Maryland, USA

Le virus n'est pas un organisme vivant, mais une molécule de protéine (ADN) recouverte d'une couche protectrice constituée de lipide (matière grasse) qui, lorsqu'absorbée par les cellules oculaires, nasales ou buccales, change son code génétique (mutation) et se transforme en agresseur et en cellules multiplicatrices.

Dès lors que le virus n'est pas un organisme vivant mais une molécule de protéine, **on ne peut pas le "tuer"** à proprement parler ; il se décompose de lui-même. La durée de cette désintégration dépend de la température, du niveau d'humidité et du type de matière sur laquelle il repose.

Le virus est très fragile ; la seule chose qui le protège est une fine couche extérieure de graisse.

C'est pourquoi **tout savon ou détergent est le meilleur remède, car la mousse attaque la graisse** (raison pour laquelle on doit autant se frotter les mains, 20 secondes ou plus, afin de faire beaucoup de mousse). En dissolvant la couche grasse, on obtient que la molécule de protéine se disperse et se décompose d'elle-même.

La chaleur fait fondre la graisse, voilà pourquoi il est bon **d'utiliser de l'eau au-dessus de 25°C** pour laver ses mains, les vêtements ou toute autre chose. De plus, l'eau chaude produit plus de mousse et la rend ainsi plus efficace.

- **L'alcool** ou tout autre mélange contenant **plus de 65%**d'alcool dissout toute graisse, et particulièrement la couche extérieure de lipide du virus.

- Tout mélange d'une (1) dose d'eau de **Javel** pour cinq (5) dose d'eau dissout directement la protéine et la détruit de l'intérieur.

- En l'absence de savon, d'alcool, ou de chlore, on peut recourir à l'eau oxygénée, car le peroxyde dissout la protéine du virus, mais il faut l'utiliser pure, ce qui est nocif pour la peau.

- **Aucun bactéricide** n'est utile. Le virus n'est pas un organisme vivant comme la bactérie. On ne peut pas tuer ce qui n'est pas vivant avec des antibiotiques.

- **Ne jamais secouer** vêtements (sur soi, ou qu'on a portés), draps ou chiffons. Si on secoue un linge ou qu'on utilise un plumeau, les molécules du virus peuvent alors flotter dans l'air pendant **3h** et aller ainsi se loger dans le nez.

- Lorsque le virus est collé à une surface poreuse, il est très inerte et **se décompose en** seulement : **3h** sur un tissu par exemple ou toute autre surface poreuse.

4h sur le cuivre (naturellement antiseptique) et le bois (qui l'assèche et l'empêche de se décoller pour se diffuser dans l'atmosphère). Mais il peut subsister jusqu'à :

24h sur le carton.

42h sur un métal.

72h sur le plastique.

Suite au verso

"Un excellent résumé sur le Coronavirus Covid-19" d'un assistant-professeur en maladies infectieuses à l'Université John Hopkins, Baltimore-Maryland, USA

- Les molécules du virus restent très stables dans le froid extérieur, ou dans le froid artificiel (climatisation des bâtiments ou des véhicules, par exemple...). Pour rester stables, ces molécules ont aussi besoin d'humidité et de pénombre. Ainsi, **le virus se dégradera** plus facilement et rapidement **dans un environnement déshumidifié, sec, chaud et lumineux.**
 - Les **rayons ultraviolets** décomposent la protéine du virus, quelle que soit la surface où il se trouve. La lampe à ultraviolets, par exemple, est parfaite pour désinfecter et réutiliser un masque. Prudence néanmoins car elle décompose aussi le collagène (une autre protéine) de la peau et peut être la cause de rides et cancer de la peau.
 - Le virus **ne peut pas** passer à travers une peau saine.
 - Le **vinaigre ne sert à rien** car il ne dissout pas la couche protectrice grasse du virus.
 - Les **boissons alcoolisées**, comme la vodka, **n'ont aucun effet** (les plus fortes comportent autour de 40% ou 50% d'alcool, or la teneur minimale requise est de 65% d'alcool).
 - La **Listerine** peut être utile, sa teneur en alcool étant de 65%.
 - Plus l'espace est confiné, plus la concentration du virus sera grande. Plus l'espace est ouvert et aéré, plus la concentration du virus sera réduite.
- N.B. : Outre les indications ci-dessus, **vous devez vous laver les mains** avant et après avoir touché : muqueuses, nourriture, serrures, poignées de portes, boutons et interrupteurs (lumière, ascenseurs...), téléphones, télécommandes, montres, ordinateurs, bureaux, télévisions, etc...
- Lorsque vous allez aux toilettes et/ou dans la salle de bain, il est important de **s'hydrater les mains** car elles ont tendance à se dessécher à force de lavages répétés. Les molécules du virus peuvent alors pénétrer dans les microlésions de la peau. Plus l'hydratant est épais, mieux c'est.

Veillez aussi à garder vos **ongles courts**, pour éviter que le virus n'aille se cacher dessous.



« Nous sommes tous dans le même bateau. Le virus nous menace tous. Les droits humains nous grandissent tous ».

António Guterres, Secrétaire général de l'ONU
23 avril 2020



un.org/fr/coronavirus | #COVID19

Le Brésil brûle, Frei Betto, 27 septembre 2020



de l'agrobusiness, chercheurs d'or et usurpateurs de terre) en profitent pour brûler les ressources biologiques abattues pour dégager le terrain pour le bétail, le soja et l'exploitation de métaux précieux.

Selon Global Forest Watch, qui a une plateforme en ligne qui surveille en direct les forêts, le Brésil a été responsable de la destruction du tiers des forêts tropicales vierges abattues sur la planète en 2019: 1,3 millions d'hectares ont été perdus.

Bien avant que la revue *The Economist* qualifie le président du Brésil de Bolso-Néron, je lui avais déjà appliqué ce sobriquet. Mais, ce à quoi je ne m'attendais pas, c'est que les faits démontreraient la similitude entre les attitudes de l'empereur romain, fameux pour avoir joué de la lyre pendant que Rome brûlait, et l'occupant du palais présidentiel à Brasilia. Le Brésil brûle en raison de la négligence du gouvernement tandis que le président ne fait pas le moindre cas du désastre environnemental et économique, comme du génocide sanitaire qui a exterminé plus de 140 000 vies avec la COVID-19.

Dans la première quinzaine du mois de septembre, il y a eu davantage d'incendies en Amazonie qu'au cours de la même période l'an dernier. Jusqu'au 15 septembre, le Programme responsable de la supervision des incendies de forêt de l'Institut national de recherches spatiales (INPE) avait détecté 20 485 foyers d'incendie dans la biomasse amazonienne. Au cours de la même période de l'année passée, il y en avait eu 19 925.

La moyenne est de 1 400 nouveaux incendies par jour. À cette époque de l'année, où prédomine la sécheresse en Amazonie, les responsables de la déforestation (latifundistes, entreprises minières et

Le gouvernement brésilien ignore ses propres lois. Le 16 juillet 2020, il a interdit l'usage du feu en Amazonie et au Pantanal pour 120 jours. Mais les incendiaires agissent en toute impunité tandis qu'on coupe les budgets des organismes responsables de veiller au respect de la loi. Le général Mourao, vice-président de la république a déclaré que certains fonctionnaires antipatriotes avaient laissé filtrer ces informations. « Il y a quelqu'un dans cet institut (INPE) qui s'oppose ainsi au gouvernement. » Il ne reste plus qu'à arrêter le satellite de l'Institut qui détecte les incendies.

Cette année, la déforestation de l'Amazonie brésilienne a subi une augmentation de 34%. Et le président insiste: « Cette histoire que l'Amazonie brûle st un mensonge, » a-t-il déclaré lors d'une réunion virtuelle des présidents d'Amérique du Sud. (Folha de Sao Paulo, 16 septembre, p. B7).

Suite au verso...

Le Brésil brûle, par Frei Betto

Le feu se répand également, sans contrôle, au Pantanal, l'une des régions où se trouve la plus grande biodiversité de la planète. 16% de la plus grande plaine humide du monde a déjà été détruite. Là-bas, les incendies ont réduit en cendre 23 000 km carré de richesse végétale et animale (un territoire un peu plus grand que le El Salvador ou le triple de la région métropolitaine de Sao Paulo où habitent 22 millions de personnes réparties dans 39 municipalités). A également été dévasté le plus grand refuge de perroquets Ara du monde, et des projets de protection du jaguar sont menacés. Les images montrant la quantité d'animaux morts par les flammes ou par asphyxie, ou à la recherche d'eau dans les rues des villes, sont émouvantes. Selon les estimation de Ibama/Prevfogo, en trois biomes qui traversent le territoire du Mato Grosso du Sud, le Pantanal, le Cerrado et la Forêt Atlantique — le territoire atteint par le feu dépasse déjà 1 450 000 hectares.

Le gouvernement agit à l'opposé de la préservation environnementale. Il a réduit le budget pour 2021 des deux principaux organismes fédéraux responsables de protéger l'environnement et l'inspection des délits environnementaux:

Ibama (- 4%) et ICMBio (- 12,8%).

La destruction du Pantanal, de l'Amazonie et ce qui reste du Cerrado, fait partie du programme de la coalition gouvernementale qui réunit les usurpateurs de terres, les entreprises minières, les compagnies forestières illégales et les vandales de l'agro-business. Le secrétaire de l'Ordre des avocats du Brésil (OAB) au Mato Grosso, Flavio José

Ferreira, a affirmé dans une entrevue le 15 septembre que le Ministère de la défense a interdit à l'armée de combattre les incendies dans le Pantanal. Des pompiers et des volontaires sont les seuls à combattre les flammes dans cette région. Ferreira a aussi critiqué l'avancé de l'agro-business dans le Pantanal et il a dit que depuis plusieurs années, l'environnement de la région avait été « saccagé ».

Bolso-Néron est un maître pour esquiver ses responsabilités. Il agit comme s'il n'avait rien à voir avec le génocide de la pandémie au Brésil, l'invasion des terres indigènes, l'ingérence de la Police fédérale de Rio pour défendre ses fils, les paramilitaires décorés par sa famille, la caisse noire du parti, l'augmentation du prix riz et la croissance du taux de chômage (13 millions de chômeurs), et tant d'autres mesures de son gouvernement qui ruinent notre pays.

En chantant l'hymne national, au lieu de proclamer: « Si dans ton magnifique ciel scintillant et limpide resplendit la Croix du Sud », il serait plus près de la réalité d'entonner : « Sous ton ciel de cendre, triste et enfumé, resplendit les flammes des incendies ».



Pourquoi une nouvelle constitution est-elle nécessaire pour le Chili?

Hervi Lara B., Santiago de Chile, 25 septembre 2020

Une nouvelle constitution est inévitable pour construire un pays où “il y ait du pain pour tous.” La constitution de 1980 n’est pas une véritable constitution, mais seulement une loi fondamentale imposée par la force. C’est pour cela qu’historiquement, socialement, légalement et éthiquement, elle est remise en question tant au niveau de son élaboration que de son approbation. Dans son noyau structurel, elle privilégie certains et exclue la majorité de la population. Aujourd’hui, nous vivons sous la tutelle du « pinochétisme » en ce qui a trait à sa formulation oppressive à laquelle on s’attaque, mais à laquelle nul n’obéit ni ne l’accomplit moralement. Cela se produit parce que le texte rédigé par Jaime Guzman ne répand pas la vie, il occulte le désordre de la vérité outragée, il maintient les droits bafoués, parce qu’il lui manque l’allégresse, (qui n’est pas venue) et qu’il embrume les espoirs.

Le Chili a besoin d’une constitution démocratique où ses défauts sont corrigés en vertu de ses propres dynamismes. Cela doit être ainsi parce que la démocratie c’est un risque, c’est une aventure, c’est le droit à la participation raisonnable dans la conduite de la vie civique, c’est une recherche de l’intégration sociale. (Jorge Millas, *“Con reflexión y sin ira”, Discurso ante el pseudo plebiscito de 1980, Teatro Caupolicán. Santiago, agosto de 1980*).

Une constitution authentique doit avoir dans son essence même le Bien commun, c’est-à-dire que l’intérêt privé doit être subordonné à l’intérêt public, comme le disait déjà Aristote plusieurs siècles avant le Christ (*Aristóteles, “Política”*). Cela signifie d’abord que l’économie est subordonnée à la politique et qu’autant l’économie que la politique, tout comme le droit d’ailleurs, sont l’expression de l’éthique.

En termes directs, les droits humains ne séparent pas l’économie de la politique, sinon qu’il se produit une imbrication entre les droits juridiques, civiles et politiques avec les droits économiques, sociaux et culturels, auxquels il faut désormais ajouter les droits de troisième génération. De la sorte, une nouvelle constitution pourrait affronter et créer des conditions de possibilités pour surmonter les énormes inégalités et les ségrégations dont souffre l’immense majorité de la population chilienne.

Il s’agit d’une “insurrection pacifique”, tout comme le fut la proposition de la Résistance française pendant l’occupation nazie, se faisant le porte-voix des partis, des mouvements et des syndicats: “un plan complet de sécurité social qui avait l’ambition d’assurer les conditions de vie à tous les citoyens dans tous les cas où ils seraient incapables de subvenir à leurs besoins par le travail.” (Stéphane Hessel, “Indignez vous”).

Au Chili, dans les conditions actuelles, il est impossible que cela devienne une réalité parce que la structure de la société émane de la dictature de Pinochet qui est inhumaine et irrationnelle, elle nie la promotion de la vie et elle n’accepte pas l’égalité pour tous sinon qu’elle privilégie les puissants. Pour ces derniers, un peuple conscient et politisé représente un danger. Par conséquent, ils évitent ce danger en transformant en réalité l’affirmation selon laquelle : “pour donner la liberté à l’argent, les dictatures emprisonnent les gens.” (Eduardo Galeano, *“Patatas arriba”... , La escuela del mundo al revés*).

Suite au verso

Pourquoi une nouvelle constitution est-elle nécessaire pour le Chili?

Hervi Lara B., Santiago de Chile, 25 septembre 2020

Une nouvelle constitution doit démonter le fétichisme qui entoure la pseudo démocratie capitaliste parce que dans le capitalisme ce qu'on appelle démocratie est un pacte pour lequel les exploités renoncent à leur droit de décision pour négocier les conditions de leur propre exploitation et pouvoir ainsi survivre. (Atilio Borón, *"Aristóteles en Macondo", Notas sobre democracia, poder y revolución en América Latina, Ed. América en Movimiento, Santiago, 2015*). L'histoire du Chili et de l'Amérique latine démontre que devant la moindre tentative de transformation sociale, la violence réactionnaire se déchaîne. L'Unité Populaire et le soulèvement populaire du 18 octobre 2019 sont des démonstrations claires de ce qui vient d'être affirmé.

Une nouvelle constitution permettra d'ouvrir des chemins pour surmonter la peur qui constitue la "matière première" du capitalisme, dont la méthodologie est l'exercice de la terreur. (Pablo Dávalos, *"La democracia disciplinaria", El proyecto neoliberal para América Latina, Ed. Quimantú, Santiago, 2012*). Surmonter la peur est l'une des conditions pour une démocratie authentique et la régénérescence morale du pays. Cela implique de "dire ce qui doit être dit, parce que cela rend la vie digne et noble." (José Ferrater Mora, *"Unamuno", Bosquejo de una filosofía, Ed. Losada, Buenos Aires, 1944*). La politique est mue par des idéaux qui, même s'ils peuvent être erronés, ne sont jamais des mensonges. C'est la critique de la réalité en quête d'autres réalités plus dignes, matrice d'une nouvelle culture qui, à son tour, exige un processus de décolonisation de la connaissance pour vaincre le mensonge. Celui-ci ne sera pas vaincu par les consignes et les slogans, mais avec l'éducation et la conscience pour que le peuple maintienne son esprit

vivant.


Face au capitalisme toujours plus belligérant, une constitution nouvelle doit ouvrir des voies pour en finir avec lui, avant que le capitalisme n'en finisse avec le Chili et toute l'humanité. Dans le processus constitutionnel actuel, le peuple a une opportunité de transformer aussi sa fragilité organisationnelle, son manque de maturité politique et son spontanéisme. Paraphrasant José Martí : "La guerre qu'on nous livre est celle de la pensée. Gagnons-la à force de pensée".

Paru dans *EL CIUDADANO online*.

Hervi Lara B. est professeur de philosophie à l'Université catholique du Chili à Santiago.

Traduit de l'espagnol par Yves Carrier



Dim.	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
 <p>Les événements engagés de la Capitale-Nationale et plus !</p> <p>Média de la démocratie en action</p> <p>www.reseauforum.org</p> <p>Le seul média pour une vue d'ensemble des activités socio-politiques et communautaires : arts engagés, solidarité locale et internationale, défense des droits, démocratie, écologie ... — manifestations, conférences, ateliers, etc.</p>			30	01	02	03 Assemblée générale du CAPMO 13h à 17h Sur zoom
04	05	06	07	08	09	10
11	12	13	14	15 Soirée mensuelle du CAPMO La crise d'octobre, 50 ans après... 18h30 à 21 h30	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31